

## Le livre est en crise... et les auteurs, eux?

Rhéa Dufresne

---

Volume 35, Number 2, Fall 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/67290ac>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Association Lurelu

### ISSN

0705-6567 (print)

1923-2330 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this article

Dufresne, R. (2012). Le livre est en crise... et les auteurs, eux? *Lurelu*, 35(2), 15–16.

# Le livre est en crise... et les auteurs, eux?

Rhéa Dufresne

15

Le livre est en crise, et le sujet enflamme tous les acteurs du milieu. Le chiffre d'affaires des libraires s'amenuise d'une année à l'autre, et les éditeurs ont du mal à joindre les deux bouts. Sachant cela, on est en droit de se demander ce qu'il en est de leurs auteurs? Un petit tour d'horizon s'impose.

## La réalité

Les droits d'auteur allant de pair avec les ventes, la majorité des auteurs interrogés<sup>1</sup> remarquent déjà un changement. Certains subissent même une baisse de 50 % à 70 % de leur revenu habituel. Les normes en matière de redevances sont toujours les mêmes, soit 10 % du prix de vente pour les romans et 5 % pour les albums (l'autre 5 % allant à l'illustrateur). Toutefois, moins de ventes signifient moins de redevances. Ceux et celles pour qui la baisse ne s'est pas encore fait sentir, ou très peu, ont soit une grande présence dans le milieu scolaire, soit de nombreuses publications à leur actif. Bonne nouvelle, toutefois, l'intérêt des jeunes lecteurs n'est pas en cause dans la diminution des ventes; à preuve, la fréquentation et les prêts en bibliothèque se portent mieux que jamais.

Comme si ce n'était pas suffisant, l'adoption de la loi fédérale C-11 (reprenant exactement le projet C-32), permettra une plus grande «flexibilité» dans l'utilisation du contenu des livres à des fins éducatives (concept un peu flou, il faut le dire) et aura pour effet de diminuer encore davantage les redevances des créateurs lorsqu'on photocopie une partie de leurs ouvrages (Copibec verse actuellement dix millions de dollars par année aux auteurs, pour les copies de romans et de magazines faites dans les écoles).

Autre tuile qui s'abat sur la tête des auteurs : les changements survenus dans le programme *Culture à l'école* viennent aussi gruger les redevances versées aux auteurs. À l'origine, le programme prévoyait l'achat par l'école de trente-trois exemplaires de l'œuvre de l'auteur reçu, ce qui augmentait ses revenus. Dans la version actuelle du programme, il s'agit plutôt d'un budget établi à 165 \$ par journée d'animation destiné aux achats de livres, et non plus d'un nombre fixe d'exemplaires.

De plus, auparavant les achats de livres étaient faits par l'UNEQ qui n'ajoutait que 27 % de frais au prix de l'éditeur. Maintenant, les achats sont faits en librairie, ce qui ajoute 40 % de frais au prix de l'éditeur, faisant ainsi diminuer le nombre de livres achetés. Donc, moins de revenus pour les créateurs et moins de livres pour les élèves. Enfin, aucun contrôle n'est fait pour vérifier si les livres sont réellement achetés ou si les sommes sont

utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été allouées; les achats se faisant en librairie, il peut s'agir d'achats de matériel éducatif, d'art ou de soutien à l'enseignement. Bref, rien pour aider les écrivains.

## On publie moins?

Cela dit, avant de percevoir des droits d'auteur, il faut d'abord publier une œuvre; là aussi, il y a un os. Si plusieurs répondants affirment qu'il a toujours été ardu de faire accepter un manuscrit, ça l'est encore davantage aujourd'hui, et ce autant pour les auteurs reconnus que pour les auteurs débutants. Les éditeurs devant faire face à des retours de plus en plus volumineux de la part des librairies, certains disent mettre un frein à leur production<sup>2</sup>. Quelques-uns ferment leurs collections moins populaires, d'autres misent davantage sur les séries qui ont déjà trouvé leur public, et la plupart évitent de prendre des risques. Pour ceux qui publient des albums, ils diminuent le tirage de ce type de livres, car ils coûtent plus cher à produire que les romans. Toutefois, il faut savoir que pour plusieurs auteurs, cette baisse n'a pas que des mauvais côtés; la production actuelle étant énorme, réduire l'offre n'est pas en soi une mauvaise chose, du moment que les éditeurs optent pour la qualité. Autre écueil, nombre d'éditeurs n'ont toujours pas les moyens d'offrir des avances sur les droits d'auteur et, parmi ceux qui avaient l'habitude d'en offrir, quelques-uns se voient dans l'obligation de cesser cette pratique ou alors d'en diminuer le montant déjà dérisoire.

Bien que beaucoup d'écrivains voudraient consacrer tout leur temps à l'écriture, il n'en demeure pas moins que le livre est un produit et qu'il doit être vendu. Les éditeurs ayant peu de budget à consacrer à la publicité, les auteurs doivent plus que jamais mettre la main à la pâte. Pour certains, Facebook, Twitter et la Toile en général présentent de belles occasions de faire connaître leurs livres, d'obtenir des rencontres d'auteurs et même d'y faire, au passage, quelques ventes hors Québec, autant dire la manne! Les affichettes et les signets ne suffisent plus à faire vendre un livre, celui-ci (et son créateur) doit être vu, raconté, animé et publicisé. Aucun éditeur n'exige de l'auteur qu'il s'implique dans la promotion de son livre, mais comme me le faisait si judicieusement remarquer un auteur : «On n'est jamais si bien servi que par soi-même»... Et ça, plusieurs l'ont compris.

Enfin, s'il est une question qui a provoqué une réponse unanime, c'est bien celle des causes de cette crise. Pour tous, cela tient en trois points :

1) L'offre, qui ne cesse de gonfler. Les maisons d'édition jeunesse pullulent, les collections se sont multipliées et le marché, lui, est somme toute assez petit.

2) La très grande disponibilité (et visibilité) des livres étrangers. Ceux-ci sont parfois moins dispendieux que les livres québécois.

3) L'absence quasi totale de promotion du livre jeunesse québécois dans les médias. On ne cesse de le répéter, un très faible pourcentage du temps d'antenne (radio et télévision confondues) est destiné aux livres. Sur ce maigre temps, la part du livre jeunesse est infime.

### Des solutions?

Pas de recette miracle, mais tout de même quelques mesures qui pourraient être mises en place pour endiguer la crise. D'abord, augmenter la présence des livres jeunesse québécois dans les médias; les journalistes, critiques et animateurs devraient porter une attention particulière aux productions d'ici pour en augmenter la visibilité.

Les médias ont certes un rôle à jouer, mais on attend encore davantage des réels passeurs de livres, c'est-à-dire les libraires, les bibliothécaires et les enseignantes. Ce sont eux qui mettent les livres dans les mains des jeunes lecteurs et il faudrait, là encore, avoir un égard particulier aux auteurs québécois. Il est de mise de se demander si la réglementation peut faire partie de la solution. Au même titre qu'il existe un quota de chansons francophones à diffuser par les stations de radio, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport devrait peut-être entrer dans la danse et exiger un quota «d'achats au Québec» pour les bibliothèques scolaires et municipales. Certains suggèrent même que les bibliothèques en classe soient exclusivement constituées de livres québécois.

Quant à la situation dans les librairies, les avis sont partagés. Tous restent conscients qu'il s'agit d'abord d'un commerce et qu'il doit générer des profits, que l'espace est restreint et que, vu la quantité de livres disponibles, il est difficile de posséder la totalité de la production québécoise. Toutefois, plusieurs croient qu'un effort supplémentaire devrait être fait pour augmenter la visibilité des livres d'ici. Enfin, il faudrait aussi mettre à profit les distributeurs, qui, à une certaine époque, organisaient des rencontres pour les bibliothécaires et les conseillères pédagogiques afin de présenter l'ensemble des produits de leurs éditeurs. Malheureusement, cette pratique est presque abandonnée; la charge de travail et les coûts supplémentaires étaient trop difficiles à assumer.

Lorsqu'on discute de livre, de vente et de droit d'auteur, la question du prix unique du livre est sur toutes les lèvres. Pour les auteurs, voir leur livre se

vendre à un prix moindre en grande surface n'a rien de réjouissant. Même chose lorsque leur livre se retrouve en compétition avec certains titres vendus au prix-choc de 0,99 \$ ou 1,99 \$ (offre de lancement pour les premiers titres d'une nouvelle série). Certains éditeurs peuvent se permettre cette manœuvre, mais ce n'est pas le lot de la majorité; on parle même, alors, de concurrence déloyale. Une politique des prix claire et appliquée à tous serait un atout.

S'il est pertinent d'envisager certaines réglementations, il l'est également de parler de sensibilisation. La situation des auteurs est bien mal connue. Quand le grand public pense aux auteurs, il pense aux longues files d'attente des salons du livre, à leur privilège de travailler de la maison et de gérer leur horaire, ou carrément à leur retraite au bord de la mer pour écrire leur prochain succès. Toutefois, on sait très bien qu'il s'agit là d'une infime portion d'entre eux. J'ai fait le test auprès d'une douzaine de personnes extérieures au milieu du livre (sondage absolument pas scientifique) et je leur ai exposé la condition des auteurs jeunesse : l'état de la production actuelle, le prix de vente d'un livre, le pourcentage plus que modeste qui revient aux auteurs. Dans tous les cas, j'ai eu droit à la même réaction : yeux ronds, sourcils haussés, bouche bée, bref, c'était la stupéfaction. Ensuite, la grande question a fusé : «Mais de quoi vivent-ils, alors?» Si le public connaissait mieux le travail et la condition des auteurs, peut-être magasinerait-il autrement.

### Alors...

Vu la situation peu reluisante du milieu littéraire, on constate qu'il est impossible pour les auteurs de s'en sortir indemnes. Toutefois, ces derniers sont des passionnés et restent optimistes. La situation actuelle est en mouvance, plusieurs devront probablement aborder leur travail autrement, et un changement dans les pratiques de vente et de commercialisation s'impose. C'est peut-être l'heure d'un grand remue-méninge?

### Notes



1. Pour me permettre de dresser ce portrait, bien des auteurs m'ont accordé de leur temps; je les en remercie sincèrement.
2. Ce coup de frein ne s'est pas encore fait sentir dans la boîte aux lettres de *Lurelu*, ainsi qu'en témoignent les 196 nouveautés commentées ou mentionnées dans le présent numéro. Pour l'année 2012, la revue aura versé la somme record de 11,400 \$ à ses 35 critiques littéraires... – NDLR